



Le nouveau gouvernement prépare son premier budget	1
M. Henk Vredeling au Canada	3
Vers de nouveaux liens économiques américano-canado-mexicains?	3
Émission de débentures	3
Vers un nouveau territoire?	3
Nouvel ouvrage sur le Canada, les États-Unis et le nationalisme québécois	3
Rapport sur la gestion aéroportuaire	4
Entraînement de l'équipe de ski	4
L'avenir de Pétro-Canada	4
Octobre devient le mois des économies d'énergie	4
Améliorations prévues à la suite d'une étude sur le transport des handicapés au Canada	5
Camp de dialyse pour enfants	6
La population active au Canada au mois de juillet	6
Mise au point de symboles Bliss pour l'enseignement	6
Autobus canadiens aux États-Unis	6
La chronique des arts	7
Nouvelles brèves	8

Le nouveau gouvernement prépare son premier budget

Le gouvernement a l'intention de mettre en oeuvre le projet de déductibilité des intérêts hypothécaires et des impôts fonciers, a déclaré M. John Crosbie dans son premier discours important depuis qu'il a accédé au poste de ministre des Finances le 4 juin.

M. Crosbie, qui prenait la parole à la Conférence économique nationale du Financial Times du Canada (Toronto, 5 septembre), a promis que la lutte contre l'inflation serait son principal objectif et qu'elle constituerait la "préoccupation principale et le critère en fonction duquel seraient jugées les propositions fiscales".

M. Crosbie a traité de façon générale de la situation financière et économique ainsi que des prévisions et perspectives économiques de l'an prochain, prévenant son auditoire qu'il "gardait le meilleur pour le budget", lequel sera présenté au cours de l'automne.

Voici des passages du discours de M. Crosbie.

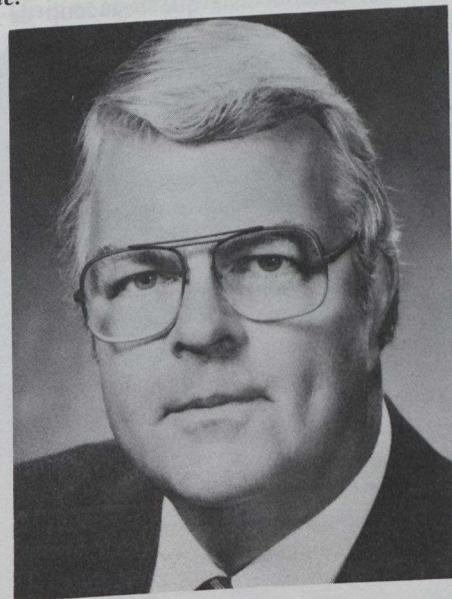
...Nous pensons que, pendant le reste de l'année, l'économie du Canada souffrira d'un ralentissement général du taux de croissance de la production mondiale, dû principalement à la conjoncture aux États-Unis et à la dernière hausse des prix mondiaux du pétrole.

En 1979, les investissements des entreprises, les dépenses des consommateurs et la reconstitution des stocks devraient jouer un rôle positif, mais tous les autres domaines n'apporteront qu'une faible contribution à la croissance, s'ils n'accusent pas une baisse. Les mises en chantier de logements diminueront pour la troisième année consécutive.

Une forte hausse des importations ramènera notre excédent commercial à \$2,1 milliards et, étant donné la nouvelle aggravation de la balance des services, le déficit de la balance courante du Canada passera de \$5,3 milliards en 1978 à un peu plus de \$7 milliards cette année.

Les perturbations des approvisionnements pétroliers, au début de 1979, et les majorations des prix du brut décidées par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) entraînent une accélération de l'inflation dans le monde et un ralentissement de la croissance réelle. Aux États-Unis, les prévisions officielles de croissance réelle pour l'an prochain ne sont plus maintenant que de 1 p.c.

Chez nous, au Canada, les prévisions de croissance du secteur privé sont très



M. John Crosbie

différentes selon les sources et changent d'un mois à l'autre. En juillet, le Conference Board au Canada prévoyait pour l'an prochain une croissance réelle de 1,5 p.c. Le même mois, Data Resources Incorporated du Canada prévoyait une croissance de 4 p.c. Ce mois-ci, en raison d'hypothèses différentes concernant la politique fiscale et la fixation du prix intérieur du pétrole, cette prévision a été ramenée à 2,7 p.c.

Les résultats de l'an prochain dépendront des décisions que nous prendrons

Dernière heure

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le ministre des Finances a annoncé, plus tôt que prévu, les modalités d'un régime fédéral de crédit d'impôt sur le revenu des particuliers s'appliquant à l'intérêt hypothécaire et aux impôts fonciers résidentiels. A la fin de sa mise en place, en 1982, le Régime offrira aux propriétaires un crédit d'impôt au titre de l'intérêt hypothécaire égal à 25 p.c. des premiers \$5 000 d'intérêt versé, à concurrence d'un maximum de \$1 250 par an. Le Régime du crédit foncier offre, par ailleurs, un crédit égal à 25 p.c. de \$1 000 d'impôts fonciers, soit \$250 par propriétaire. Un quart des avantages fiscaux sera disponible cette année, la moitié en 1980 et les trois quarts en 1981.

au sujet du prix de l'énergie, de nos dépenses et des mesures que j'annoncerai lors du budget. C'est pourquoi nos propres prévisions restent provisoires; il est cependant déjà évident que l'hypothèse d'une croissance réelle de 3,6 p.c. sur laquelle reposaient les projections fiscales de juin, publiées au milieu de l'été, étaient plutôt optimistes. Le chiffre définitif risque d'être inférieur à 3 p.c...

Compter sur le secteur privé

Plusieurs thèmes se dégagent de notre mandat. Nous tirerons parti du potentiel du Canada, par des mesures visant à l'autonomie énergétique et par une attention accrue aux atouts des régions et à la petite entreprise. Nous obtiendrons un rythme plus satisfaisant de croissance économique en faisant davantage confiance au secteur privé. Nous limiterons les dépenses publiques et rendrons l'administration fédérale plus efficace par la réduction du secteur public, des lois de renouvellement et des "privatisations".

Il est devenu clair que beaucoup de Canadiens se rendent compte de la nécessité de comprimer les dépenses publiques; cependant, bien que cette nécessité ait été acceptée, comme en témoignaient les suffrages exprimés le 22 mai, je ne suis pas certain que l'on ait bien réfléchi à ce que signifie précisément la restriction des dépenses de l'État.

Il ne manque malheureusement pas de Canadiens qui sont tout prêts à voir leur voisin se sacrifier, mais protestent vigoureusement lorsque des mesures de restriction risquent de les toucher directement. S'il est un message que je désire vous livrer aujourd'hui, c'est le suivant: *quand nous parlons de restrictions, c'est à vous que nous pensons...*

On a beaucoup parlé de stimulation. Depuis le 22 mai, le gouvernement a étudié au niveau du Cabinet les mesures de relance et la forme qu'elles pourraient prendre. Les résultats de ces discussions seront divulgués lors du budget; cependant, d'ici là, il est clair que nous sommes dans la même situation que ce client qui allait voir un avocat en lui disant qu'il voulait obtenir justice. L'avocat lui demanda: "Vous en voulez pour combien?" Les finances du Canada sont dans la même situation: quelles mesures de stimulation pouvons-nous nous permettre?

Objectif: réduire le déficit

Là encore, je répondrai le soir du budget, mais je veux vous faire savoir dès au-

jourd'hui que le genre de stimulation auquel je crois provient d'un déficit résorbé aussi vite que possible. Je crois au pouvoir stimulant d'un secteur privé auquel un climat fiscal de stabilité et d'encouragement permet de bâtir et de planifier. Je crois au pouvoir stimulant des bénéfices que vous réaliserez et que nous partagerons...

...Il serait irresponsable, économiquement, de décréter des changements brutaux du climat fiscal, en particulier si l'on considère le problème que posent notre balance courante et l'inflation. Ce serait également irresponsable socialement, car il faut bien reconnaître que la seule façon d'éliminer du jour au lendemain un déficit de \$11 milliards consisterait à sabrer dans des programmes sociaux qui sont nécessaires aux Canadiens. Nous ne pouvons supprimer brutalement les mécanismes de soutien dont dépend la subsistance de centaines de milliers de nos concitoyens. Il n'y aura pas de coupures radicales de ce genre...

Productivité du secteur privé

Bien qu'à l'occasion le gouvernement puisse contribuer à raffermir l'économie, fondamentalement il s'en nourrit, mais ne la nourrit pas. Certes, nous imprimons des billets, mais ils n'ont de valeur que dans la mesure où nous en imprimons une quantité correspondant à la productivité du secteur privé.

Nous dépensons de l'argent, mais celui-ci provient uniquement des gains présents et futurs des entreprises productives.

Dans le domaine social, le gouvernement a la possibilité et l'obligation d'utiliser les produits de l'économie, sa richesse, pour protéger les défavorisés: les pauvres, les malades, les vieillards. Cela, nous le faisons et nous continuerons de le faire.

Nous fournissons une aide à moyen terme à certains secteurs économiques. Nous pouvons encourager et nous encourageons les petites entreprises, la recherche et le développement, les régions sous-développées du pays. Nous pouvons récompenser et nous récompenserons les qualités d'entreprise. Nous pouvons utiliser notre force dans certains domaines, les ressources naturelles par exemple, comme tremplin pour les secteurs où nous réussissons d'habitude moins bien.

Tout cela, et plus encore, le gouvernement peut le faire. Mais il ne peut pas créer de la richesse. C'est au secteur privé que cela revient, et nous avons l'inten-

tion, comme gouvernement, de vous laisser vous mettre à la tâche. Nous ne pouvons perpétuer la philosophie économique qui consiste à soutenir ce qui est insoutenable, à mettre sur pied des projets non viables économiquement avec l'argent des contribuables, dans l'espoir que, un miracle aidant, ils pourront un jour devenir rentables. On peut toujours faire pousser des orchidées dans une serre; nous ne pouvons nous permettre d'élever des orchidées qui meurent dès que la protection de la serre leur est enlevée.

Nous avons l'intention de créer un climat de confiance et de stabilité par des mesures sensées prises par le gouvernement fédéral en collaboration et en consultation avec les provinces.

Autonomie énergétique

On en a un exemple actuellement dans le domaine de l'énergie. Notre but, à cet égard, est d'atteindre l'autonomie énergétique d'ici 1990. Notre gouvernement, notre nation ne peuvent rester à la merci des forces externes qui pourraient nous paralyser en coupant nos approvisionnements de pétrole importé.

Si l'on compare globalement les ressources à la demande d'énergie, nous sommes déjà en fait autonomes. Cependant, nous ne le sommes pas sur le plan de la répartition intérieure, et nous ne sommes pas autonomes dans le domaine du pétrole. Il nous faut mettre en valeur les ressources des régions frontalières et exploiter les gisements de pétrole lourd et les sables bitumineux.

Ces problèmes d'approvisionnement et de répartition tiennent en grande partie au prix. Le Canada est actuellement le seul pays industrialisé du monde, à part les États-Unis, qui ne vit pas à l'heure des prix mondiaux du pétrole brut. L'Allemagne de l'Ouest, le Japon, le Royaume-Uni, la France, l'Italie et tous les autres, sauf les États-Unis et nous-mêmes, ont absorbé les hausses des prix mondiaux et s'en accommodent. Même les États-Unis sont en train de se rapprocher rapidement des prix internationaux, qu'ils atteindront vers la fin de 1981...

Il n'est que trop évident que, même si nous pouvons peut-être rester légèrement derrière les États-Unis en matière de prix pour des raisons de concurrence, il nous sera impossible d'obtenir notre autonomie énergétique d'ici la fin de la prochaine décennie si nous n'acceptons pas une hausse plus rapide de nos prix inté-

(suite à la page 8)

M. Henk Vredeling au Canada

Le vice-président et commissaire (Affaires sociales) de la Commission des communautés européennes, M. Henk Vredeling, a séjourné au Canada du 3 au 7 septembre. Il était accompagné de son chef de cabinet, Mme Nel Barendregt, et d'un membre de la Direction générale V (Affaires sociales) des communautés européennes, M. Axel Bunz.

M. Vredeling a eu des entretiens avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald, avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Ronald Atkey, avec le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Robert de Cotret, avec le ministre du Travail, M. Lincoln Alexander, et avec le ministre d'État chargé de la Petite entreprise et de l'Industrie, M. Ronald Huntington.

M. Vredeling a, en outre, rencontré des représentants des ministères de l'Emploi et de l'Immigration, du Travail, et du ministère d'État au développement économique. Il s'est entretenu également avec des représentants du Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail afin de discuter la mise en place éventuelle de mécanismes d'échanges entre cet organisme et les communautés européennes.

M. Vredeling s'est rendu à Toronto où il a visité un centre de création d'emplois et une industrie locale.

Vers de nouveaux liens économiques américano-canado-mexicains?

Les États-Unis étudieront la possibilité de resserrer leurs liens économiques avec le Canada et le Mexique, probablement en essayant de négocier des ententes commerciales particulières.

Selon des représentants du gouvernement américain, les États-Unis souhaitent surtout importer davantage de gaz naturel canadien et de pétrole mexicain. En retour, ils ouvriraient leurs marchés à plus de produits étrangers d'exportation.

Le président de la Dow Chemical Co, M. Paul Orefice, soutient quant à lui que le moment est venu de constituer une union économique nord-américaine qui s'étendrait "de la toundra glacée jusqu'au voisinage des tropiques". Il propose que les États-Unis mettent leurs compétences techniques à la disposition du Canada et du Mexique en échange d'une plus grande part de leurs ressources énergétiques.

Émission de débetures

Le Conseil d'administration de Bell Canada a autorisé la publication d'un prospectus annonçant l'émission de \$60 millions de débetures en Europe.

Les débetures, de la série *DH*, seront datées du 27 septembre 1979 et expirent le 1er octobre 1986. Elles seront offertes au pair et porteront un intérêt annuel de 10,75 p.c. pour un rendement de 10,75 p.c.

Un groupe de banques et de courtiers européens dirigé par Union Bank of Switzerland (Securities) Limited, A.E. Ames & Co. Limited, le Crédit lyonnais, Dresdner Bank Aktiengesellschaft, Hambros Bank Limited, Kredietbank International Group, Salomon Brothers International Limited, et Wood Gundy Limited est chargé des opérations de courtage.

Vers un nouveau territoire?

L'organisation Inuit Tapirisat of Canada a fait connaître au début du mois de septembre, un projet global de développement politique du Nord canadien.

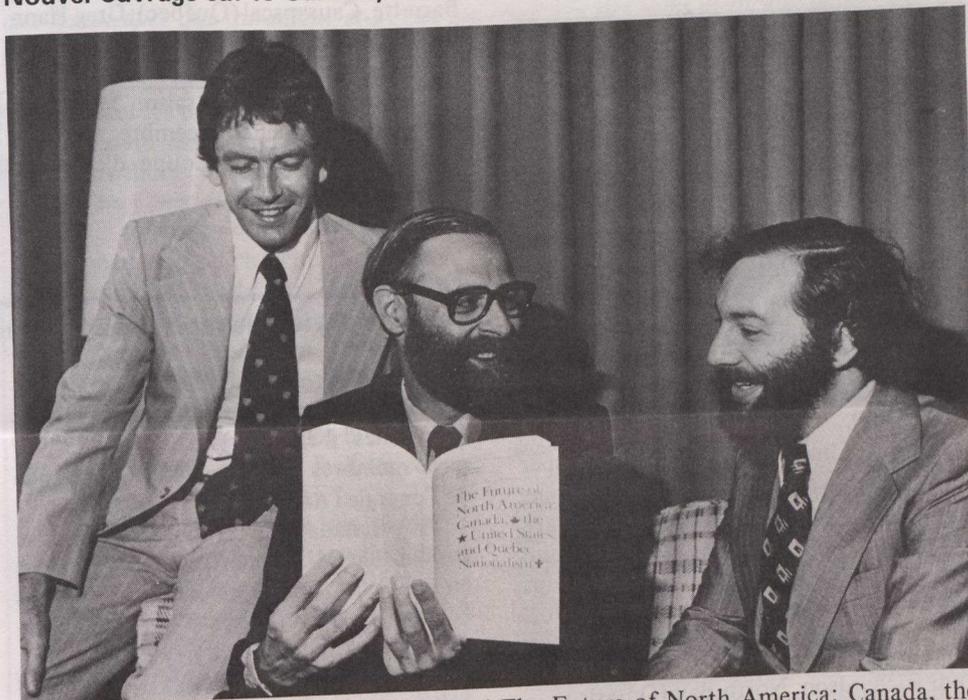
Le document, résultat de deux années de travail, propose l'établissement d'un nouveau territoire appelé *Nanavut* (mot inuit qui signifie "notre terre") et qui accéderait au statut de province après 15 ans.

Les frontières de Nunavut coïncideraient *grosso modo* avec celles du comté fédéral de Nanatsiaq, où les Inuit constituent traditionnellement une imposante majorité.

Le document a été publié à l'issue de la conférence annuelle de l'organisation Tapirisat, organisation nationale représentant 22 000 Inuit.

D'après *Le Droit* du 10 septembre.

Nouvel ouvrage sur le Canada, les États-Unis et le nationalisme québécois



La première édition d'un ouvrage intitulé *The Future of North America: Canada, the United States and Quebec Nationalism*, a été remise récemment à Boston au consul général du Canada, M. Timothy Williams, par les coéditeurs, MM. Elliot J. Feldman (à droite sur la photo) et Neil Nevitte (à gauche). Publié en collaboration par le Harvard University Center for International Affairs et l'Institut de recherches politiques de Montréal, cet ouvrage réunit des exposés et des commentaires présentés dans le cadre des colloques sur les relations canado-américaines, tenus à Harvard en 1977-1978 et parrainés, en partie, par le consulat général du Canada à Boston. Il renferme notamment des textes inédits du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Mlle Flora MacDonald, du premier ministre du Québec, M. René Lévesque, du sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan Gotlieb, de l'écrivain Mordecai Richler, ainsi que de nombreux universitaires, politiciens, fonctionnaires, avocats et diplomates canadiens et américains.

Rapport sur la gestion aéroportuaire

Le rapport d'un groupe de travail sur la gestion aéroportuaire, rendu public récemment, recommande une autonomie locale accrue dans ce domaine.

Le rapport, qui examine cinq options, conclut qu'il faudrait mettre sur pied des commissions aéroportuaires, composées de représentants locaux du milieu des affaires; elles administreraient les aspects commerciaux des services aériens.

L'Administration de l'Air de Transports Canada demeurerait responsable des services de la navigation, du contrôle de la circulation et de la réglementation de la sécurité aérienne.

Le groupe de travail avait été formé dans le but d'étudier la possibilité de mettre sur pied une nouvelle structure de gestion pour les 24 principaux aéroports du Canada. Le rapport est l'aboutissement d'une année de travail, y compris la consultation de tous les groupes concernés.

Entraînement de l'équipe de ski

Les membres et les entraîneurs de l'équipe nationale de ski alpin ont quitté le Canada au début de septembre pour commencer leurs sessions automnales d'entraînement en Autriche et en Suisse.

L'équipe de ski alpin de cette année regroupe 23 membres et elle est divisée en trois groupes: équipe féminine, équipe masculine de descente et équipe masculine technique (slalom et slalom géant). Voici la liste des membres de l'équipe 1979/1980.

Équipe féminine: Loni Klettl, Jasper (Alberta); Kathy Kreiner, Timmins (Ontario); Dianne Lehodey, Calgary (Alberta); Ann Blackburn, Chicoutimi (Québec); Marie Dufresne, St-Sauveur; Laurie Graham, Inglewood (Ontario); Martine Lesieur, Trois-Rivières (Québec); Chris McCready, Jasper (Alberta); et Judi Richardson, North Bay (Ontario).

Équipe masculine de descente: Dave Irwin, Vernon (Colombie-Britannique); David Murray, Whistler (Colombie-Britannique); Steve Podborski, Don Mills (Ontario); Ken Read, Calgary; Todd Brooker Paris (Ontario); Tim Gilhooly, Kelowna (Colombie-Britannique); Robin McLeish, Kanata (Ontario); Sylvain Roussille, Montréal, et Mike Irwin, Calgary.

Équipe masculine technique: Peter



Wide World Photo

Ken Read saute de joie après avoir remporté, au mois de janvier dernier, la coupe du monde de descente de ski alpin.

Monod, Banff (Alberta); Germain Barrette, Causapscal (Québec); Greg Hann, Banff; Michel Pratte et Raymond Pratte, Noranda (Québec).

Les concours pour la saison 1979-1980 commenceront le 5 décembre avec une compétition pour la Coupe d'or à Val d'Isère (France).

D'après *Le Devoir* du 13 septembre.

Octobre devient le mois des économies d'énergie

Le mois d'octobre a été choisi pour devenir le premier Mois international des économies d'énergie (MIEE) par les 20 pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Au Canada, la campagne entreprise pendant le MIEE mettra principalement en relief les avantages à long terme des économies d'énergie et d'une collaboration internationale accrue.

Le gouverneur général, M. Edward Schreyer, a accepté d'être le président d'honneur du MIEE, au Canada.

L'élément principal de la participation canadienne au MIEE sera la tenue d'une conférence sur les économies d'énergie dans l'industrie (Toronto, 1er-3 octobre). La Conférence permettra aux représentants du gouvernement et de l'industrie de divers pays, de faire connaître leur point de vue et d'échanger des renseignements sur les programmes et les possibilités d'économies d'énergie dans l'industrie.

L'avenir de Pétro-Canada

A la suite d'une étude approfondie des activités et fonctions de Pétro-Canada, le gouvernement a décidé, comme il en avait l'intention, de retourner dans le secteur privé une part importante de l'actif de Pétro-Canada et de mettre fin à la position préférentielle que cette société occupe actuellement dans les régions pionnières.

Cependant, dans la poursuite de son objectif général en matière d'énergie, le gouvernement juge que c'est à lui que doivent appartenir les fonctions suivantes:

- négocier des contrats entre États pour l'importation de brut;
- promouvoir l'exploration des régions pionnières et accroître la participation des Canadiens à un rythme que nous ne pouvons espérer du seul secteur privé;
- promouvoir, parallèlement à l'exploration des régions pionnières, la recherche et la mise en valeur des sables bitumineux et des huiles lourdes.

Un groupe de travail formé de quatre membres conseillera le ministre de l'Énergie, des Mines et des ressources sur la nature des avoirs de Pétro-Canada qu'il serait le plus avantageux de retourner au secteur privé, de même que sur l'accroissement de la participation et de la propriété canadiennes.

Organisée par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources (EMR) du Canada, avec l'aide de la Grande-Bretagne, du Japon et de l'Espagne, la Conférence sera présentée en collaboration avec les groupes de travail volontaires du Canada pour les économies d'énergie dans l'industrie et l'Association des manufacturiers canadiens (AMC).

Un programme d'expression artistique pour la jeunesse, conçu par l'EMR et "All about Us/Nous autres" (organisme à but non lucratif), encouragera les élèves à participer au MIEE par la réalisation de textes, dessins, photographies et autres travaux artistiques. Les renseignements donnés aux élèves et aux enseignants souligneront l'importance de l'énergie pour l'avenir.

Le programme se terminera par une exposition internationale de la jeunesse, qui se tiendra à Londres en 1980.

(suite à la page 8)

Améliorations prévues à la suite d'une étude sur le transport des handicapés au Canada

Cinquante Canadiens sur 1 000 ont un handicap qui les empêche d'utiliser les transports en commun. C'est ce qui ressort d'une étude de la direction des Recherches sur les transports urbains du ministère des Transports. Le but de l'étude était de tracer un tableau de la situation et "d'accroître la conscience et l'action face à ce problème".

Les résultats font l'objet d'un rapport en quatre volumes dont voici quelques éléments.

Définition des HT*

L'étude se limite aux transports publics et aux HT définis comme des personnes qui:

- ont connu des problèmes généraux au cours des 12 derniers mois, tels que difficultés de vision, de l'audition, l'utilisation d'une aide mécanique, de chaises roulantes, ou d'autres problèmes comme la difficulté de marcher plus d'un pâté de maisons, d'attendre debout, de monter ou de descendre les escaliers etc.;

- considèrent avoir plus de difficulté à utiliser les transports publics que des personnes qui n'éprouvent pas ces problèmes généraux;

- ne sont pas consignées à la maison et peuvent sortir au moins une fois par semaine avec ou sans l'aide d'une autre personne.

Les entrevues étaient menées dans des zones urbaines (agglomérations de 1 000 habitants ou plus) et avec des personnes qui n'habitent pas dans "des foyers collectifs" (dénomination utilisée pour les recensements dans le cas des habitations de type commercial ou communal, ou des établissements de charité).

Résultats

Sur les 23 000 000 d'habitants recensés en 1976, la population "cible de l'enquête" compte 15,7 millions. On estime que le nombre des HT est de 4,9 p.c., soit approximativement 781 000 personnes. Les personnes de 65 ans et plus représentent 41 p.c. du total des HT et seulement 9 p.c. de la population visée.

Le nombre de HT passe d'environ 1 p.c. pour le groupe d'âge de 5 à 24 ans, à 34 p.c. pour le groupe d'âge de 80 ans et plus. Les revenus des foyers des HT et le niveau de formation des HT sont généralement inférieurs à ceux de la population cible. Le pourcentage des femmes



La compagnie de transport urbain d'Ottawa, OC Transpo, assure un service de transport aux handicapés qui travaillent et à ceux qui reçoivent des soins médicaux ou qui suivent des cours de niveau post-secondaire.

Pour aider les personnes handicapées, le ministère des Transports a publié une brochure intitulée *Les Transports au Canada: guide pour handicapés*.

L'objet de la brochure est de "rassembler et de diffuser des renseignements sur tous les moyens de transport à la disposition des handicapés au Canada. Et dans l'espoir de les encourager à voyager, [la brochure] inclut également des informations générales sur les facilités de transport dont ils disposent".

On y trouve une liste des guides de voyage destinés aux handicapés; celle des services spéciaux de transport public pour handicapés dans les principales villes canadiennes; la description des aéroports et des gares; les services spéciaux offerts par les chemins de fer, les compagnies d'autobus et les compagnies de transport aérien.

Le guide comprend en particulier un chapitre sur les renseignements utiles, tels que le choix des hôtels et les bagages à emporter, ainsi que divers petits trucs pouvant faciliter le déplacement des handicapés (havresac fixé au fauteuil roulant, coussins gonflables, et autres).

HT est légèrement supérieur à celui des hommes - 5,31 p.c. contre 4,31 p.c.

Améliorations prévues suite à cette étude

Selon le rapport "la connaissance des obstacles empêchant les HT d'utiliser des moyens de transport est importante pour orienter les efforts futurs visant à fournir des services de transports spéciaux ou adaptés." Par exemple, le rapport signale que 59 p.c. des HT de l'enquête ne peuvent utiliser les autobus parce qu'ils ne peuvent pas voyager debout.

Des tableaux sur les caractéristiques démographiques, socio-économiques et les transports pour le Canada en général, et pour 58 centres, complètent le rapport. Celui-ci suggère des secteurs qui pourraient bénéficier de ces données: la création de services inter-villes pour les HT, la conception architecturale des immeubles et la création de services spéciaux pour certains types d'handicapés par exemple.

Les conseillers recommandent de faire porter, à l'avenir, les efforts de cueillette d'informations en priorité sur les HT vivant en foyers collectifs. "Il faut aussi considérer l'effet d'un nombre moindre de propriétaires d'automobiles et d'un plus grand usage des transports en commun au Canada qu'aux États-Unis, sur l'organisation de voyages pour les HT et le choix de renseignements.

*HT: handicapés pour le transport.

Camp de dialyse pour enfants

La Fondation canadienne des maladies du rein a inauguré le 21 août son premier camp national de dialyse pour les enfants. Des jeunes de 12 à 16 ans dont la survie dépend d'un rein artificiel passent jusqu'à 15 h par semaine en dialyse afin de purifier leur sang.

Le camp, situé dans la vallée de l'Okanagan (Colombie-Britannique), peut recevoir quelque 75 campeurs venant de toutes les provinces du Canada.

Cette première mondiale, lancée dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant, devrait se répéter chaque année.

L'on estime à environ \$1 000 par enfant le coût total des frais de voyage et de séjour au camp.

La population active au Canada au mois de juillet

Selon les estimations de Statistique Canada pour la semaine se terminant le 21 juillet 1979, le niveau désaisonnalisé de l'emploi s'établissait à 10 357 000 personnes, soit une augmentation de 49 000 par rapport à juin. Il s'est accru de 6 000 chez les hommes de 15 à 24 ans, de 24 000 chez ceux de 25 ans et plus, de 20 000 chez les femmes de 25 ans et plus. Il a peu varié chez les femmes de 15 à 24 ans.

A l'échelle provinciale, le niveau désaisonnalisé de l'emploi a augmenté à Terre-Neuve (+5 000), au Québec (+15 000), en Ontario (+16 000), en Alberta (+23 000) et en Colombie-Britannique (+3 000), tandis qu'il a peu ou point varié dans les autres provinces.

En juillet, le niveau désaisonnalisé du chômage se chiffrait à 802 000 personnes, soit une diminution de 29 000 par rapport à juin. Il a baissé de 11 000 chez les hommes de 15 à 24 ans et ceux de 25 ans et plus. Il a régressé de 5 000 chez les femmes de 15 à 24 ans.

A l'échelle provinciale, le niveau désaisonnalisé du chômage a diminué à Terre-Neuve (-2 000), au Québec (-21 000), en Ontario (-4 000), en Alberta (-4 000) et en Colombie-Britannique (-6 000), alors qu'il a augmenté en Nouvelle-Écosse (+2 000). Il a peu ou pas varié dans les autres provinces.

Le rapport désaisonnalisé emploi-population a progressé de 0,2 pour se chiffrer à 58,5. Il s'est accru de 0,3 chez

Mise au point de symboles Bliss pour l'enseignement

De nombreux enfants sont handicapés sur le plan social et intellectuel parce qu'ils souffrent d'infirmité motrice cérébrale ou d'autres maladies qui les empêchent de parler ou d'écrire. Il faut donc trouver un autre moyen de communiquer pour les aider à se développer mentalement.

Une des approches qui retient l'attention actuellement est l'application d'un système de communication connu sous le nom de *Bliss Symbols* (symboles Bliss). Ces symboles sont faciles à comprendre et permettent une grande variété de modes de communication.

Un contrat passé dans le cadre du programme des projets "Industrie-laboratoires" (PPIL) avec une société de

Pakenham (Ontario), a conduit à la mise au point, en collaboration avec la division de Génie électrique du Conseil national de recherches, d'un générateur de symboles "Bliss" conçu pour être utilisé par tout enfant aphasique; le générateur en question est suffisamment souple pour pouvoir être utilisé par des enfants affectés d'autres handicaps physiques. Diverses commandes d'entrée, y compris des boutons-poussoirs, un "manche à balai" miniature (levier permettant de changer le mouvement pour modifier la direction du signal d'entrée), et des commandes pneumatiques que l'on actionne en soufflant ou en aspirant font que le système s'adapte aux capacités de l'utilisateur.

Grâce à lui, un enfant souffrant d'un handicap verbal pourra sélectionner le symbole Bliss qu'il désire et formuler un message qui sera affiché sur l'écran d'un poste de télévision domestique pour que d'autres puissent le lire. L'équipement peut également être utilisé pour transmettre des messages d'un terminal à un autre et les afficher devant une salle de classe ou, encore, il peut être relié à un téléphone pour une communication directe.

Autobus canadiens aux États-Unis

Alors que la pénurie d'essence incite de plus en plus d'Américains à emprunter les transports en commun, les compagnies de transport des États-Unis se tournent vers le Canada pour se procurer des autobus d'occasion. Ainsi, des représentants des services du transport urbain de San Mateo County (Californie) se sont rendus récemment à Guelph (Ontario) pour acheter, au coût global de \$165 000, six autobus de 45 places retirés de la circulation. Vieux de 12 à 14 ans, ces autobus avaient coûté en tout quelque \$210 000 lors de l'achat à l'état neuf.

Le directeur général de la Commission des transports de Guelph, M. Jack Quarrie, a annoncé que les autobus, livrés à San Mateo par des chauffeurs à la retraite et un mécanicien de Guelph, ont été mis en service immédiatement.

Selon M. Quarrie, l'avantage d'acheter des autobus d'occasion est de pouvoir en prendre livraison presque immédiatement, alors qu'il faut attendre un an environ les véhicules neufs.

La chronique des arts

Louise Marleau, prix de la meilleure interprétation féminine

Le Festival des films du monde s'est tenu du 30 août au 9 septembre à Montréal. Un public nombreux a assisté aux projections des 89 longs et courts métrages, provenant de 27 pays.

Parmi les films inclus dans la compétition officielle on notait: *L'Arrache-coeur* de Mireille Dansereau, réalisatrice québécoise, mettant en scène Françoise Faucher et Louise Marleau; le film américain *Night Flowers* de Luis San Andres; *Le Soleil en face* du réalisateur français Pierre Kast, avec Jean-Pierre Cassel, Stéphane Audran et Alexandra Stewart; une co-production Pays-Bas/États-Unis intitulée *Twice a Woman*, réalisée par George Sluizer avec Bibi Anderson et Anthony Perkins; et le film soviétique *Cinq soirées* de Nikita Mikhalkov.

Le jury, présidé par Sergio Leone, réalisateur italien de renommée internationale, était composé de Ted Kotcheff (réalisateur canadien), René Clément (un des réalisateurs français les plus connus), Gratién Gélinas (comédien et ancien président de la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne), Mordecai Richler (écrivain et critique), Arthur Knight (écrivain et critique), Mme Suso Cecchi d'Amico (scénariste italienne).

Plusieurs films ont été présentés hors concours; ce sont: *Le Tambour*, film allemand qui a gagné le Grand Prix de Cannes cette année, *The Seduction of Joe Tynan*, du réalisateur américain Jerry Shatzberg, mettant en vedette Alan Alda, Melvyn Douglas, Barbara Harris, Meryl Streep, *Merry-go-round*, de Jacques Rivette, réalisateur français, avec Maria Schneider, et le nouveau film de Charles



Louise Marleau



Gina Lollobrigida

Bronson, *Love and Bullets*, du réalisateur Stuart Rosenberg.

Pour la première fois dans un Festival des films chinois produits après Mao ont été présentés.

Résultats

Un plus un égale trois, film allemand de Heidi Genee a remporté le Grand prix. Avec Adelheid Arndt dans le rôle principal, il est bâti sur le thème d'une fille célibataire qui décide d'avoir un enfant.

Une canadienne, Louise Marleau, et l'Argentine Graciela Dufau se sont partagé le prix de la meilleure interprétation féminine, la première pour son rôle dans *L'Arrache-coeur* et la seconde pour le sien dans *La Isla*, récit qui raconte les pérégrinations de deux adolescents dans un hôpital psychiatrique d'Argentine.

Le prix de la meilleure interprétation masculine est allé à un Italien, Giuliano Genna pour son rôle dans *Corleone*, film de Pasquale Squitieri; il y campe le personnage d'un chef de la mafia.

Il y a longtemps que je t'aime, de Jean-Charles Tachella, histoire d'un couple de la classe moyenne, a obtenu le Prix du jury.

La cérémonie de remise des prix était présidée par l'actrice italienne Gina Lollobrigida.

Cette année, le Festival a attiré un nombre record de spectateurs.

Le Festival a reçu l'appui du Secrétaire d'État et du ministère des Affaires extérieures ainsi que du ministère québécois des Communications et de la Direction générale du cinéma et de l'audiovisuel du Québec.

Gascon-L'Écuyer, un duo exceptionnel dans "Les Émigrés"

Deux comédiens célèbres Jean Gascon et Guy L'Écuyer se partageront la vedette des *Émigrés*, premier spectacle de la saison 1979-1980 du Théâtre français du CNA, présenté du 20 septembre au 20 octobre.

Les Émigrés est une coproduction de la Compagnie de Théâtre du Centre national des arts, à Ottawa, et de la Régie de la Place des arts de Montréal. Après Ottawa, le spectacle prendra l'affiche à Montréal, du 24 octobre au 1er décembre.

La tragi-comédie de l'auteur polonais Slawomir Mrozek transporte les spectateurs dans le sous-sol enchevêtré de tuyaux d'une maison cossue. Deux émigrés de même nationalité, l'un intellectuel et l'autre ouvrier, se partagent bon an mal an, ce logement de fortune. Le drame qui s'y déroule est celui du déracinement et de l'incommunicabilité entre classes sociales.

Jean Gascon recevra le 21 octobre un doctorat *honoris causa* de l'Université d'Ottawa, en reconnaissance de sa grande contribution au théâtre canadien.

M. Gascon collabore étroitement avec le département des arts de l'Université d'Ottawa.

Cofondateur et directeur artistique du théâtre du Nouveau Monde, directeur général fondateur de l'École nationale de théâtre, et directeur artistique du célèbre festival de Stratford, Jean Gascon est, depuis juin 1977, le directeur du théâtre au Centre national des arts à Ottawa. Il a assumé seul les responsabilités de directeur artistique du festival de Stratford de 1969 à 1974.

Délaissant momentanément les "soucis" de la direction du département de théâtre et de la mise en scène, Jean Gascon monte sur les planches du Théâtre français pour la première fois depuis que le Centre national des arts a ouvert ses portes.

La mise en scène des *Émigrés* est de Jean Salvy à qui on doit déjà de grands succès (*Harold et Maude*, *Soudain l'été dernier*). C'est le scénographe Robert Prévost qui signe les décors, les costumes et les éclairages. Jean Sauvageau pour sa part a composé la musique du spectacle.

Le nouveau... (suite de la page 2)

rieurs, jusqu'au niveau des prix mondiaux.

Si nous acceptons cela, le problème devient celui de la mise en oeuvre de la décision. La situation est compliquée tant par notre Constitution que par le fait que nos ressources énergétiques sont concentrées, du moins jusqu'ici, dans une seule région du pays. Une hausse rapide des prix perturberait la répartition régionale des revenus. Elle aurait des effets sérieux sur les groupes à revenu faible ou moyen.

Malgré ces effets, il ne fait aucun doute que l'Alberta, comme toutes les provinces, doit recevoir le prix de ses ressources.

Nous avons le sentiment d'avoir trouvé une solution raisonnable à ce problème. Nous en discutons actuellement avec les provinces et avec l'industrie. Toutefois, cette solution, si elle se réalise, doit reposer sur un désir national partagé de surmonter les problèmes posés par les domaines constitutionnels de compétence et par les inégalités de la géographie et de la répartition régionale du revenu. Seul le temps nous dira si ce désir national existe...

Nos prévisions ne sont pas gravées dans la pierre. Bien que les chiffres que j'ai annoncés en juillet reflètent une certaine amélioration par rapport aux prévisions faites au début de l'année, notre déficit budgétaire de \$11,3 milliards reste trop important et le gouvernement doit faire face à des décisions difficiles au sujet de l'orientation de la politique fiscale.

J'ai déjà indiqué que nous avons l'intention de mettre en oeuvre le projet de déductibilité des intérêts hypothécaires et des impôts fonciers dans notre budget de l'automne. Nous ne savons pas encore dans quelle mesure nous pourrions faire plus. L'ampleur du déficit continue de limiter notre marge de manoeuvre.

Le risque d'une reprise de l'inflation est bien réel, et doit être pris en considé-

ration. La hausse des prix internationaux provoquée par le relèvement des prix du pétrole aura tendance à renforcer les pressions inflationnistes intérieures, qui sont déjà trop fortes. Or, comme je l'ai déjà déclaré, je n'ai pas l'intention de déposer un budget qui aggraverait l'inflation.

Il y a aujourd'hui trois mois, mes collègues et moi-même prenions en charge la direction du gouvernement du Canada. Nous avons déclaré alors que le Canada était un pays aux richesses énormes, confronté à des problèmes importants, dont nous étions nous-mêmes responsables dans nombre de cas. Nous avons exprimé notre conviction que la solution de ces problèmes était à notre portée, et à la vôtre, car le secteur privé est indispensable à toute solution.

Maintenant, 93 jours plus tard, nous n'avons pas changé d'avis sur la gravité des problèmes, mais notre optimisme quant à nos chances de les résoudre ne s'est pas modifié non plus.

Nouvelles brèves

Un Centre de création de céramique a été inauguré à Havre-aux-Maisons (îles de la Madeleine) au mois d'août dernier. Le Centre est à la fois un lieu d'apprentissage des techniques artisanales de production de la céramique et un centre d'industrie.

Une nouvelle formation politique a vu le jour au Québec: le Crédit social uni qui succède au Ralliement créditiste. Le nouveau parti compte une centaine de membres.

Le gouverneur général et Mme Edward Schreyer ont effectué une visite officielle en Nouvelle-Écosse du 24 au 28 septembre.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a annoncé récemment que l'Office national de l'énergie recommencerait à fixer mensuellement l'excédent de pétrole brut canadien pouvant être exporté, ceci en raison de l'approche de la demande saisonnière de pointe.

Douze habitants de l'Île-du-Prince-Édouard ont reçu la médaille *Pro Ecclesia et Pontifice* à l'occasion des 150 ans du diocèse de Charlottetown.

Télélobe Canada Télécommunications du Canadien national et Canadien pacifique Limitée (Direction des télécommunications) ont déclaré des recettes trimestrielles de \$86,7 millions au cours du premier trimestre de 1979, soit une hausse de 6,7 p.c. par rapport au premier

trimestre de 1978. Les recettes d'exploitation s'élevaient à \$69,3 millions, soit une augmentation de 10,6 p.c. par rapport à la même période en 1978. Les recettes d'exploitation nettes totalisaient \$17,4 millions contre \$18,6 millions au cours du premier trimestre de 1978.

Au total, 1 714 299 infractions au Code criminel ont été déclarées en 1978, ce qui représente des augmentations de 3,6 p.c. et 4,7 p.c. respectivement par rapport à 1977 et 1976. Le taux de criminalité (nombre de délits pour 100 000 habitants) est passé de 7 094 en 1977 à 7 300,8 en 1978 (soit une hausse de 2,9 p.c.). Des progressions ont été enregistrées dans toutes les catégories de délits par rapport à l'année précédente, exception faite des délits relatifs aux drogues et aux règlements municipaux qui ont accusé des reculs de 7,9 p.c. et 3,2 p.c. respectivement.

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) a annoncé en août qu'elle avait conclu un accord financier de US \$4,9 millions avec le Hellenic Telecommunications Organization S.A. (OTE), d'Athènes (Grèce), afin d'appuyer la vente d'équipement téléphonique supplémentaire de commutation crossbar, de pièces de rechange et de services connexes évalués à \$6,68 millions. La vente, réalisée par Northern Telecom International Limitée, de Montréal, devrait engendrer 415 années-personne au Canada.

Les éditions *Prise de parole* de Sudbury (Ontario) ont lancé récemment dans la collection "Perce-Neige", deux recueils de poèmes *A Perce-Poche*, de Danielle Martin et *Au soleil du souffle*, d'Andrée Lacelle-Bourdon.

Octobre... (suite de la page 4)

Parmi les autres activités prévues par le Canada pour marquer le MIEE, signalons la présentation d'un film sur la gestion de l'énergie dans l'industrie, produit par l'Office national de l'énergie et le professeur David Suzuki, sous le titre *It's an Emergency* (Il y a urgence*).

D'autre part, on entend donner davantage d'importance à certains programmes, notamment "Ener\$age", créé pour accroître l'intérêt du public pour l'évaluation du besoin d'isolation domiciliaire, et "Économisons 10", pour réduire la consommation d'énergie au sein des services de l'État.

* Traduction de la rédaction.

Hebdo Canada est publié par la Direction des services de l'information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant au rédacteur en chef.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.